

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 89 — 385

1<sup>er</sup> DECEMBRE 1988

## Décret relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public (1)

Le Conseil régional wallon a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret est applicable à l'octroi par la Région wallonne de subventions pour encourager certains investissements d'intérêt public, sauf si l'octroi de telles subventions est spécialement réglé par d'autres décrets ou arrêtés.

**Art. 2.** Peuvent bénéficier des subventions de la Région pour des investissements d'intérêt public, les personnes morales suivantes, dénommées demandeurs :

- 1<sup>o</sup> les provinces;
- 2<sup>o</sup> les communes;
- 3<sup>o</sup> les associations de communes;
- 4<sup>o</sup> les fabriques d'église et autres personnes morales qui gèrent des biens immobiliers nécessaires à l'exercice des cultes reconnus;
- 5<sup>o</sup> les personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque,
- 6<sup>o</sup> toute personne de droit public acceptée par l'Exécutif.

**Art. 3.** Les investissements prévus à l'article 1<sup>er</sup> doivent être repris dans un programme triennal, établi par les demandeurs.

Par dérogation, l'investissement qui n'est pas repris dans le programme triennal et qui était imprévisible lors de l'élaboration de celui-ci, peut bénéficier de subventions, s'il est rendu nécessaire par un cas fortuit ou de force majeure.

**Art. 4.** L'Exécutif régional wallon arrête :

1. la nature, la destination ou l'usage des investissements susceptibles d'être subventionnés;
2. les conditions particulières d'octroi de subventions, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir;
3. les taux des subventions applicables pendant une période de trois ans.

**Art. 5.** Le programme triennal est approuvé par l'Exécutif.

La décision d'approbation totale ou partielle prend en considération, notamment, la valeur technique et économique des investissements et la capacité financière du demandeur et de la Région.

L'Exécutif statue dans les trente jours ouvrables de la réception du programme. Il peut, par décision motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai, proroger celui-ci une seule fois pour un nouveau délai de trente jours ouvrables au maximum.

A défaut de notification par l'Exécutif dans les quinze jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, le programme est réputé approuvé.

**Art. 6.** Le demandeur soumet à l'approbation de l'Exécutif chacun des projets d'investissements retenus dans le programme triennal approuvé. Cette demande comprend :

1. la délibération par laquelle le demandeur choisit le mode de passation du marché et en fixe les conditions;
2. le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
3. le devis estimatif des travaux.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** La notification au demandeur, par l'Exécutif, de l'approbation du projet vaut promesse ferme d'octroi de subventions.

§ 2. Ne suffisent pas à conférer un droit subjectif à la subvention :

1. le fait de se conformer aux conditions prévues par la loi, le décret, le budget ou les règlements;
2. l'approbation du programme triennal.

§ 3. La notification de l'approbation du projet confère un droit subjectif au paiement de la subvention lorsque toutes les conditions fixées ont été remplies et que les crédits ou autorisations d'engagement prévus par la loi ou le budget sont disponibles.

**Art. 8.** Dans les quatre mois à dater de la notification de la promesse ferme visée à l'article 7, le demandeur transmet à l'Exécutif le dossier complet relatif à l'attribution du marché. La promesse ferme devient caduque à l'expiration de ce délai, éventuellement prorogé par l'Exécutif.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** L'Exécutif notifie au demandeur le montant rectifié de la subvention, sur base de l'offre approuvée.

§ 2. L'Exécutif peut étendre l'octroi des subventions aux travaux d'extension d'entreprises qui étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet initial et qui sont nécessaires pour la bonne exécution des travaux.

Dans ce dernier cas, la subvention supplémentaire ne pourra excéder 10 p.c. de la subvention initiale.

**Art. 10.** A l'expiration de la période couverte par le programme triennal, les demandes de subventions, pour lesquelles la notification prévue à l'article 7 n'a pas été faite, deviennent caduques.

**Art. 11.** Des avances sur le montant des subventions peuvent être accordées aux conditions fixées par l'Exécutif.

(1) *Session 1988-1989.*

*Documents du Conseil. — 76 (1988-1989) Nos 1 à 3.*

*Compte-rendu intégral, séance publique du 23 novembre 1988.*

*Discussion. — Vote*

**Art. 12.** Pour l'application du présent décret, la tutelle prévue à l'article 82 bis, § 2, de la loi communale, est exercée par l'Exécutif. Par dérogation aux alinéas 2 et 3 du paragraphe précité, l'approbation n'est acquise que par la notification de la décision, conformément à l'article 7 du présent décret.

Par dérogation à l'article 82 bis, § 4, de la même loi, les décisions par lesquelles le Collège des bourgmestre et échevins attribue les marchés, doivent être communiquées à l'Exécutif.

Celui-ci exerce les pouvoirs de suspension et d'annulation visés au même paragraphe.

**Art. 13.** L'Exécutif peut déléguer aux Gouverneurs de province le contrôle technique des projets introduits par les demandeurs, à la condition que la Province ne soit ni maître d'ouvrage, ni auteur de projet.

**Art. 14.** Le décret du 30 avril 1985 applicable à l'octroi de subventions par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par le décret du 25 juin 1985, est abrogé.

**Art. 15.** Les projets d'investissements définitifs visés à l'article 9 du décret du 30 avril 1985, introduits avant le 31 décembre 1988 et qui n'ont pas fait l'objet d'une promesse ferme, pourront, par dérogation à l'article 6 du présent décret, bénéficier de la promesse d'octroi de subventions, conformément à l'article 7 du présent décret, s'ils sont repris dans le programme triennal approuvé conformément à l'article 5 du présent décret.

**Art. 16.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 1<sup>er</sup> décembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

E. HISMANS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de l'Energie pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 385

**1. DEZEMBER 1988. — Dekret über die Subventionen,  
die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden (1)**

Der Wallonischen Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Dieses Dekret gilt bei der Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen zur Förderung bestimmter gemeinnütziger Investitionen, soweit die Gewährung solcher Subventionen nicht durch andere Dekrete oder Erlasse geregelt ist.

**Art. 2.** Die unten Antragsteller genannten juristischen Personen dürfen Subventionen der Wallonischen Region für gemeinnützige Investitionen in Anspruch nehmen :

- 1° die Provinzen;
- 2° die Gemeinden;
- 3° die Gemeindevereinigungen;
- 4° die Kirchenvorstände und andere juristische Personen, die für die Ausübung der anerkannten Kulturen notwendige Vermögenssachen verwalten;
- 5° die juristischen Personen, die für die Ausübung der Laienethik notwendige Vermögenssachen verwalten;
- 6° jede von der Exekutive anerkannte öffentlichrechtliche Person.

**Art. 3.** Die in Artikel 1. vorgesehenen Investitionen müssen in einem von den Antragstellern zu erstellenden Dreijahresprogramm erwähnt werden.

Derogatorisch können Subventionen für Investitionen gewährt werden, die in dem Dreijahresprogramm nicht aufgeführt sind und die bei seiner Erstellung unvorhergesehen waren, soweit sie durch Zufall oder höhere Gewalt erforderlich gemacht werden.

(1) Sitzung 1988-1989.

Unterlagen des Rates. — 76 (1988—1989) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Protokoll, öffentliche Sitzung vom 23. November 1988.  
Besprechung. — Abstimmung.

**Art. 4.** Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt :

1. die Art, die Zweckbestimmung und die Verwendung der für eine Subvention in Betracht kommenden Investitionen;
2. die besonderen Bedingungen für die Gewährung von Subventionen, das Verfahren für die Einreichung der Anträge und die Liste der beizufügenden Unterlagen;
3. die für drei Jahre geltenden Subventionsätze.

**Art. 5.** Das Dreijahresprogramm wird durch die Exekutive genehmigt.

Ganz besonders werden der technische und wirtschaftliche Wert der Investitionen und die finanziellen Fähigkeiten des Antragstellers und der Region im Beschluß über die völlige bzw. Teilgenehmigung berücksichtigt.

Die Exekutive entscheidet innerhalb 30 Arbeitstagen nach Eingang des Programms. Sie darf, durch begründeten und dem Antragsteller vor Ablauf der Frist zuzustellenden Beschluß, diese Frist ein einziges Mal mit einer neuen Frist von höchstens 30 Arbeitstagen verlängern.

Erfolgt keine Zustellung seitens der Exekutive innerhalb 15 Arbeitstagen nach Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Frist, so gilt das Programm als genehmigt.

**Art. 6.** Der Antragsteller legt der Exekutive jedes eine der im genehmigten Dreijahresprogramm aufgeführten Investitionsvorhaben zur Genehmigung vor.

Dieser Antrag enthält :

1. den Beschluß, durch den der Antragsteller die Weise der Verdingung des Auftrags wählt und ihre Bedingungen festlegt;
2. das Sonderlastenheft und die Ausführungspläne;
3. den Kostenvoranschlag in bezug auf die Arbeiten.

**Art. 7. § 1.** Die Zustellung der Genehmigung des Vorhabens an den Antragsteller durch die Exekutive gilt als feste Subventionszusage.

§ 2. Um ein subjektives Recht auf die Subvention zu haben sind :

1. die Einhaltung der durch das Gesetz, das Dekret, den Haushaltsplan oder die Verordnungen vorgesehenen Bedingungen;
2. die Genehmigung des Dreijahresprogramms, nicht ausreichend.

§ 3. Mit der Zustellung der Genehmigung des Vorhabens wird ein subjektives Recht auf die Auszahlung der Subvention verliehen, nachdem alle festgelegten Bedingungen erfüllt worden sind und wenn die durch das Gesetz oder den Haushaltsplan vorgesehenen Kreditmittel oder Festlegungsermächtigungen verfügbar sind.

**Art. 8.** Innerhalb vier Monaten nach der Zustellung der in Artikel 7 erwähnten festen Subventionszusage übermittelt der Antragsteller der Exekutive die vollständige Akte hinsichtlich der Verdingung des Auftrags. Nach Ablauf dieser Frist, die gegebenenfalls durch die Exekutive verlängert wird, ist die feste Subventionszusage fällig.

**Art. 9. § 1.** Die Exekutive stellt dem Antragsteller den berechtigten Betrag der Subvention auf der Grundlage des genehmigten Angebots zu.

§ 2. Die Exekutive darf die Gewährung von Subventionen auf Unternehmenserweiterungsarbeiten erstrecken, die bei der Erstellung des Ausgangsvorhabens unvorhersehbar waren, und die für gute Ausführung der Arbeiten notwendig sind.

Im diesem letzten Fall darf die zusätzliche Subvention 10 Pzt. der Ausgangssubvention nicht übersteigen.

**Art. 10.** Nach Ablauf des durch das Dreijahresprogramm gedeckten Zeitraums werden die Subventionsanträge, für welche die in Artikel 7 vorgesehene Zustellung nicht erfolgt hat, fällig.

**Art. 11.** Vorschüsse auf Subventionsbeträge dürfen unter den von der Exekutive festgelegten Bedingungen geleistet werden.

**Art. 12.** Zwecks Anwendung dieses Dekrets wird die in Artikel 82bis, § 2 des Gemeindegengesetzes erwähnte Aufsicht durch die Exekutive ausgeübt. In Abweichung von den Absätzen 2 und 3 des vorerwähnten Paragraphen wird die Zustimmung nur dann erteilt, wenn der Beschluß in Gemäßheit des Artikels 7 dieses Dekrets zugestellt wird.

In Abweichung von Artikel 82bis, § 4 des besagten Gesetzes müssen die Beschlüsse, durch die das Bürgermeister- und Schöffenkollegium die Aufträge zuteilt der Exekutive, mitgeteilt werden.

Diese übt die in demselben Paragraphen erwähnten Aussetzungs- und Aufhebungsbefugnisse aus.

**Art. 13.** Soweit die Provinz weder Auftraggeber noch Vorhabensautor ist, darf die Exekutive den Provinzgouverneuren die technische Prüfung der von den Antragstellern eingereichten Vorhaben übertragen.

**Art. 14.** Das durch das Dekret vom 25. Juni 1985 abgeänderte Dekret vom 30. April 1985, das auf die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für bestimmte gemeinnützige Investitionen Anwendung findet, wird aufgehoben.

**Art. 15.** Wenn sie im Dreijahresprogramm, das in Gemäßheit des Artikels 5 des vorliegenden Dekrets genehmigt wird, aufgeführt sind, können die in Artikel 9 des Dekrets vom 30. April 1985 erwähnten endgültigen Investitionsvorhaben, die vor dem 31. Dezember 1988 eingereicht werden, und für welche keine feste Subventionszusage erteilt worden ist, in Abweichung vom Artikel 6 des vorliegenden Dekrets eine feste Subventionszusage nach Artikel 7 des vorliegenden Dekrets erhalten.

**Art. 16.** Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1989 in Kraft.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.

Namür, am 1. Dezember 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

**B. ANSELME**

Der Minister des Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

**A. COOLS**

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

**A. DALEM**

Der Minister der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete,  
der Beschäftigung und des Regionalen Öffentlichen Amtes,

**E. HISMANS**

Der Minister der Raumordnung, der Neuen Technologien und der Außenbeziehungen für die Wallonische Region,

**A. LIENARD**

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und der Energie für die Wallonische Region,

**G. LUTGEN**

—————  
**VERTALING**

—————  
**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 89 — 385

**1 DECEMBER 1988. — Decreet betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op de toekenning van subsidies door het Waalse Gewest met het oog op de bevordering van bepaalde investeringen van openbaar nut, behalve indien de toekenning van die subsidies door andere decreten of besluiten speciaal wordt geregeld.

**Art. 2.** De volgende rechtspersonen, aanvragers genoemd, kunnen de subsidies van het Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut genieten :

- 1° de provincies;
- 2° de gemeenten;
- 3° de verenigingen van gemeenten;
- 4° de kerkfabrieken en de andere rechtspersonen die onroerende goederen beheren die nuttig zijn voor de uitoefening van erkende godsdiensten;
- 5° de rechtspersonen die goederen beheren die nuttig zijn voor de uitoefening van de lekenmoraal;
- 6° ieder door de Executieve erkende publiekrechtelijke persoon.

**Art. 3.** De in artikel 1 bedoelde investeringen moeten in een door de aanvragers opgemaakt driejarenprogramma vermeld worden.

In afwijking van dit artikel, kan de subsidie genieten de investering die in een driejarenprogramma niet vermeld is en die bij het opmaken van dit programma niet te voorzien was, indien die investering door toeval of overmacht nodig worden gemaakt.

**Art. 4.** De Waalse Gewestexecutieve vaststelt :

1. de aard, de bestemming of de aanwending van de investeringen die de subsidies mogen genieten;
2. de bijzondere voorwaarden voor de toekenning van subsidies, de procedure inzake indiening van de aanvragen en de lijst van de te verstrekken documenten;
3. het percentage van de subsidies dat voor een periode van drie jaar geldt.

**Art. 5.** Het driejarenprogramma wordt goedgekeurd door de Executieve.

Voor de beslissing van gehele of gedeeltelijke goedkeuring komen de technische en economische waarde van de investeringen alsmede het financiële vermogen van de aanvrager en van het Gewest in aanmerking.

De Executieve beslist binnen dertig werkdagen na ontvangst van het programma. Zij kan, bij een met redenen omklede en aan de aanvrager voor het vervallen van de termijn betekende beslissing, die termijn éénmaal verlengen met een nieuwe periode van maximum dertig werkdagen.

Bij ontstentenis van betekening door de Executieve binnen vijftien werkdagen na het vervallen van de in het tweede lid bedoelde termijn, wordt het programma goedgekeurd geacht te zijn.

**Art. 6.** De aanvrager legt ieder in het goedgekeurde driejarenprogramma in acht genomen investeringsontwerp ter goedkeuring aan de Executieve vast. Die aanvraag omvat :

1. de beslissing waarbij de aanvrager de wijze kiest waarop de opdracht wordt gegund en de voorwaarden ervan vaststelt;

(1) *Sessie 1988-1989.*

*Stukken van de Raad. — 76 (1988-1989) nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag. — Openbare vergadering van 23 november 1988.*

*Bespreking. — Stemming.*

2. het bijzonder bestek en de uitvoeringsplannen;
3. de kostenraming van de werken.

**Art. 7. § 1.** De door de Executieve aan de aanvrager verrichte kennisgeving van de goedkeuring van het ontwerp geldt als vaste belofte van subsidietoekenning.

§ 2. Om een subjectief recht op de subsidie te hebben, zijn :

1. de naleving van de door de wet, het decreet, de begroting of de reglementen voorziene voorwaarden;
2. de goedkeuring van het driejarenprogramma niet voldoende.

§ 3. De kennisgeving van de goedkeuring van het ontwerp geeft een subjectief recht op de betaling van de subsidie, wanner aan alle vastgestelde voorwaarden wordt voldaan en wanneer de door de wet of de begroting voorziene kredieten en vastleggingsmachtigingen beschikbaar zijn.

**Art. 8.** Binnen vier maanden na de ontvangst van de in artikel 7 bedoelde vaste belofte, richt de aanvrager aan de Executieve het volledige dossier betreffende het gunnen van de opdracht. Na het vervallen van die eventueel door de Executieve verlengde termijn wordt de vaste belofte nietig.

**Art. 9. § 1.** De Executieve betekent, op basis van het goedgekeurde aanbod, het verbeterde bedrag van de subsidie aan de aanvrager.

§ 2. De Executieve mag de toekenning van subsidies verruimen tot uitbreidingswerken van ondernemingen die op het ogenblik waarop het initieel ontwerp werd opgemaakt niet te voorzien waren en die voor de uitvoering van de werken nodig zijn.

In dit laatste geval kan de aanvullende subsidie niet meer dan 10 pct. van de initiële subsidie bedragen.

**Art. 10.** Bij het vervallen van de door het driejarenprogramma gedekte periode worden de subsidieaanvragen waarvoor de in artikel 7 bedoelde kennisgeving niet verricht wordt, nietig.

**Art. 11.** Voorschotten op het bedrag van de subsidies kunnen onder de door de Executieve vastgestelde voorwaarden worden toegekend.

**Art. 12.** Voor de toepassing van dit decreet wordt het in artikel 82bis, § 2 van de gemeentewet voorziene toezicht uitgeoefend door de Executieve. In afwijking van het tweede en derde lid van de hiervoren vermelde paragraaf, wordt de goedkeuring slechts verkregen wanneer, overeenkomstig artikel 7 van dit decreet, de beslissing wordt betekend.

In afwijking van artikel 82bis, § 4 van dezelfde wet moeten de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen houdende gunning van opdrachten aan de Executieve worden medegedeeld.

De in dezelfde paragraaf bedoelde schorsings- en vernietigingsbevoegdheden worden uitgeoefend door de Executieve.

**Art. 13.** De Executieve kan de technische controle op de door de aanvrager ingediende ontwerpen aan de Provinciegouverneurs overdragen, voor zover de Provincie geen opdrachtgever, noch ontwerper zou zijn.

**Art. 14.** Het decreet van 30 april 1985 dat van toepassing is op de toekenning van subsidies door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1985, wordt opgeheven.

**Art. 15.** De in artikel 9 van het decreet van 30 april 1985 bedoelde vaste investeringsontwerpen ingediend vóór 31 december 1988 en die niet het voorwerp zijn van een vaste belofte, zullen, in afwijking van artikel 6 van dit decreet en overeenkomstig artikel 7 van dit decreet, de vaste belofte van subsidietoekenning genieten, indien zij opgenomen worden in het driejarenprogramma dat goedgekeurd wordt overeenkomstig artikel 5 van dit decreet.

**Art. 16.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1989.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, op 1 december 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën, en Huisvesting,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling en Gewestelijk Openbaar Ambt,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Energie,

G. LUTGEN